

Célébration au Burundi de Journée internationale des droits de la femme

PANA, 08 mars 2017 Célébration de la Journée de la femme sous le mot d'ordre de la protection de l'environnement au Burundi Bujumbura, Burundi - Le Burundi est joint, mercredi, au reste du monde, pour célébrer la Journée internationale des droits de la femme, édition 2017, sous le mot d'ordre de la «protection de l'environnement et l'autonomisation de la femme» qui représente la proportion la plus importante de la population du pays.[Photo : La Première Dame du Burundi, Denise Bucumi Nkurunziza, a présidé les cérémonies officielles de la Journée du 8 mars, délocalisée cette année à Ruyigi, une province reculée de l'Est du pays.]

A l'occasion, le ministre burundais des Droits de la personne humaine, des Affaires sociales et du Genre, Martin Nivyabandi a, dans une déclaration, appelé les femmes à impliquer davantage dans la protection de l'environnement par ces temps de changement climatique responsable, en grande partie, d'une famine généralisée dans le pays. Le Burundi est un pays à économie basée essentiellement sur une agriculture de subsistance utilisant abondamment la main-d'œuvre féminine, est-il expliqué. Les aléas climatiques ont changé la donne et le pays a les yeux tournés du côté de la communauté internationale pour répondre aux besoins de plus de 3 millions de citoyens en proie à la famine, selon l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Au niveau national, les cérémonies officielles de la Journée du 8 mars ont été délocalisées à Ruyigi, une province reculée de l'Est du pays où était signalée, notamment, la Première Dame du Burundi, Denise Bucumi Nkurunziza. La veille encore, c'est l'épouse du chef de l'Etat qui se montrait la plus active sur le terrain social, en ciblant des policières pour les sensibiliser à servir de modèles en matière de lutte contre l'adultère et la corruption, deux phénomènes, à ses yeux, qui gangrènent la société burundaise et qui interpellent les femmes, en général, au premier chef. De récentes réformes du secteur de sécurité ont intégré massivement et propulsé les femmes burundaises aux premières loges des acteurs sociaux-clé. Au niveau politique, la Constitution du moment au Burundi confère également des positions intéressantes aux femmes, à hauteur d'au moins 30% de représentation dans les différentes institutions étatiques du pays. Le bureau local du Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme a également donné un coup de main dans la préparation de la Journée internationale de la femme, en mettant un accent particulier sur les droits des femmes handicapées du Burundi. Toute une semaine a été ainsi bloquée et consacrée à des conférences-débats publics et à la projection d'un documentaire sur la discrimination des femmes handicapées du Burundi. Du côté de simples citoyennes burundaises, nombreuses sont, par contre, celles qui disaient ignorer, apparemment par dépit ou par dérision, jusqu'à l'existence d'une telle journée. On les voyait vaquer, comme si de rien n'était, à leurs activités commerciales de routine, les unes dans les marchés publics de la capitale, les autres moins nanties sur les trottoirs, sous l'œil inquisiteur de la Police qui tolère difficilement le commerce de rue, a-t-on constaté.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});